

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS
HINTERWALD
67320 BUST**

Références : 0006700026/JB/CE
Code AIOT : 0006700026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS implanté GROSSE EICH - 67320 BUST.

L'inspection a été annoncée le 26/06/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SCHNEIDER GEORGES & FILS
- GROSSE EICH - 67320 BUST
- Code AIOT : 0006700026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Georges SCHNEIDER & Fils exploite une carrière à ciel ouvert de roches massives et le matériau exploité est du grès des Vosges, située sur le territoire de la commune de BUST, au lieu-dit « Grosse Eich ».

L'autorisation d'exploiter a été délivrée par arrêté préfectoral du 31/10/2003 pour une durée de 27 ans.

La fréquence d'extraction sur ce site est fluctuante d'une année sur l'autre. En 2022, il y a eu environ 1 mois d'activité dont 15 jours de décapage. La dernière campagne d'exploitation date du mois de mars 2023 sur environ 15 jours. Une autre campagne d'exploitation est envisagée d'ici fin août 2023. La carrière n'était pas en exploitation le jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : accès, garanties financières, plan d'exploitation, prévention des pollutions accidentelles, lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 31	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, articles 17 et 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 21	/	Sans objet
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 29	/	Sans objet
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a fait l'objet d'observations pour lesquelles il est attendu des réponses dans les délais fixés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Constitution et actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31.1 - Montant des garanties financières</p> <p>La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.</p> <p>La durée de l'autorisation est divisée en 5 périodes quinquennales [...]. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :</p> <p>[...]</p> <p>2018-2023 : 24 900 euros</p> <p>2023-2028 : 27 973 euros</p> <p>[...]</p> <p>Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières</p> <p>Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.</p> <p>[...]</p> <p>Article 31.3. Justification des garanties financières</p> <p>Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 01/02/1996 modifié.</p> <p>Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.</p>

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet [...].
Constats : Les garanties financières d'un montant de 29 195 € sont constituées jusqu'au 31/10/2023 (acte de cautionnement du 30/08/2018).
Observations : L'exploitant indique en séance qu'il a engagé les démarches auprès de son organisme pour le renouvellement des garanties financières. Pour rappel, les garanties financières devront être actualisées en fonction du dernier indice TP01 connu à la date de leur constitution. L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées sera à adresser à la préfète et à l'Inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, articles 17 et 18
Thème(s) : Autre, Contenu et mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17 - Contenu :</p> <p>Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dates des levés, • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées, • les bords de la fouille, • les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales, • les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés, • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, • l'emplacement exact du bornage, • la position des dispositifs de clôture, • l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte, • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières, • l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état, • les voies d'accès et chemins menant à la carrière, • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, <p>Article 18 - Mise à jour :</p> <p>Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 17.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par courriel du 06/07/2023, le plan d'exploitation mis à jour le 02/03/2022 (échelle 1/500, levé du 24/02/2023, cabinet Lambert), - par courriel du 07/07/2023, le dernier plan d'exploitation daté du même jour (échelle 1/500, levé du 07/07/2023, cabinet Lambert). <p>Le plan du 07/07/2023 ne comporte pas de légende (contrairement à celui établi en 2022 dont la légende succincte mentionne le périmètre d'exploitation, le périmètre de sécurité et le périmètre de 50 mètres) et ne présente pas tous les éléments requis.</p>

N'apparaissent pas sur le plan de 2023 :

- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m (pour autant reportés sur le plan de 2022),
- les limites de sécurité définies à l'article 12 (pour autant reportées sur le plan de 2022),
- l'emplacement exact du bornage (pour autant reporté sur le plan de 2022, repères A à G),
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état.

Par ailleurs, 3 profils accompagnent le plan édité en 2022 sur lequel leur emplacement est précisé. La mise à jour de 2023 n'apporte pas ces éléments. L'exploitant indique en séance que la version transmise du plan mis à jour en 2023 n'est pas la version complète et définitive.

Le plan et les profils établis en 2022 n'appellent pas de remarque sur le respect de la distance de sécurité définie à l'article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (la zone en exploitation (fronts de taille actuels) est à une distance significative de la limite de la bande de protection) et sur la hauteur des gradins (article 15 - hauteur fixée à 5 mètres) représentés sur les profils. L'Inspection observe toutefois sur le plan établi en 2022 que le front d'exploitation situé à l'ouest de la zone en exploitation présente une hauteur de l'ordre de 6 mètres.

Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Au regard des manquements relevés, le plan mis à jour n'est pas conforme à la prescription précitée et nécessite d'être complété. S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, et considérant que l'exploitant a indiqué que le plan transmis par courriel du 07/07/2023 n'est pas dans son état finalisé, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Il convient toutefois que l'exploitant prenne l'attache du géomètre expert pour compléter le plan des éléments manquants et en transmette une copie à l'Inspection dans un délai de 3 mois.

Une légende précise devra accompagner ce plan.

Les 3 profils sont à mettre à jour et à transmettre. Par ailleurs, il convient que l'exploitant apporte des éléments sous un délai de 3 mois sur la hauteur du front situé à l'ouest de la zone en exploitation, et précise s'il s'agit d'une situation qui résulte d'une exploitation antérieure ou d'une extraction récente.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats : La carrière ne dispose pas d'une telle aire étanche.

Hors campagne d'exploitation, aucun engin n'est présent sur la carrière. Lors des campagnes, le ravitaillement ou l'entretien éventuel des engins est réalisé au siège de la société (lieu-dit Hinterwald à Bust).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen disponible et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Hors campagne d'exploitation, aucun engin n'est présent sur la carrière qui ne comporte aucun bâtiment et aucun moyen d'extinction. Lors des campagnes d'exploitation, les extincteurs disponibles sur la carrière sont ceux affectés aux engins permettant les travaux d'extraction et appartenant à la société. La vérification des équipements de lutte contre l'incendie est effectuée à fréquence annuelle. Le rapport d'intervention de la vérification du 13/02/2023 n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2003, article 11
Thème(s) : Autre, Carrière et zones dangereuses des travaux d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Il existe deux accès à la carrière : un au nord, un à l'ouest. Le second accès nord mentionné dans le rapport d'inspection du 14/11/2016 a été condamné et n'existe plus. De gros blocs de grès sont disposés au droit des entrées pour y empêcher l'accès aux véhicules, ainsi que des poteaux amovibles reliés par du ruban de balisage. Il existe des panneaux d'information à l'entrée de ces accès et des panneaux d'interdiction d'accès. Les dispositions mises en œuvre empêchent la pénétration sur le site de la carrière par inadvertance par ces accès. Le rapport d'inspection du 14/11/2016 évoque notamment la présence d'une clôture à droite de l'entrée ouest qui n'a pas été vu lors de la présente inspection. Une large zone boisée, présente dans le périmètre de la carrière, entoure la zone d'extraction avec les fronts d'exploitation. Les éventuels dispositifs en place à l'est et au sud de la carrière n'ont pas été examinés lors de l'inspection. Il n'a pas été observé de panneau signalant le danger au niveau des limites ouest et nord du périmètre, ou signalant les interdictions de décharge de quelque matériau que ce soit.
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur les différents points relevés (présence de clôture éventuelle, éventuels dispositifs en place à l'est et au sud de la carrière, présence de panneaux signalant le danger sur le pourtour de l'installation...). Il est demandé à l'exploitant de se prononcer sous un délai de 1 mois sur la suffisance des moyens mis en place pour répondre à la prescription et de proposer les éventuelles mesures nécessaires à engager.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet